10 ans après Seattle, les mobilisations et les débats organisés lors de la conférences des Nations Unies sur le changement climatique marquent un rebond et une transformation de l'espace international de convergence des luttes que constitue le mouvement des mouvements.

Copenhague s'inscrit dans la continuité désobéissante de Seattle avec notamment l'organisation le 16 décembre 2009 d'une action de masse intitulée Reclaim Power qui vise à interrompre la routine des négociations grâce à l'organisation d'une assemblée des peuples dans l'enceinte de la conférence officielle. Mais, comme Naomi Klein l'anticipait dans un article paru quelques semaines avant les mobilisations au Danemark, Copenhague est davantage qu'un nouveau Seattle. D'abord, en terme d'ampleur de la mobilisation puisque ce sont près de 100 000 personnes qui ont défilé le 12 décembre 2009 contre 20 à 30 000 à Seattle dix ans plus tôt. Ensuite, en terme de maturité politique. Face au problème des dérèglements climatiques, la réponse du Klima forum, de la coalition Climate Justice Now et des activistes engagés dans les actions de désobéissance est sans détour : System change, not climate change ! Les slogans inscrits sur les centaines de sucettes non-siglées mais attribuées à Greenpeace ne détonnaient pas par rapport à l'ambiance radicale qui prévalait dans la manifestation : « Planet Not Profit », « Blablabla… Act Now », « Change The Politics, Not The Climate », « Climate Justice Now », « There Is No Planet B ».

Alors qu'il fut reproché à ceux que les médias appelèrent longtemps les « anti-globalisation » de rester cantonnés dans une posture dénonciatrice, la préoccupation centrale au sein du mouvement pour la justice climatique est de définir une stratégie de transition. La déclaration des peuples adoptée dans le cadre du Klima forum appelle ainsi à construire « un mouvement des mouvements global dédié à la promotion d'une transition durable de nos sociétés ». Un mouvement qui « doit être non seulement capable de réagir aux pratiques non-durables mais également de montrer par l'exemple comment une nouvelle économie durable peut fonctionner ».

De quelle transition s'agit-il ? Quels sont les principes et les objectifs poursuivis ? Un certain nombre de questions font consensus et ont permis au mouvement de converger dans un nouveau moment constituant à Copenhague. Mais de nombreuses questions stratégiques restent ouvertes, interpellant la gauche radicale sur sa capacité à offrir un débouché politique à la hauteur des enjeux et des espérances.

Les ONG environnementalistes réunies dans le Climate Action network sont les principaux interlocuteurs des gouvernements du Nord. Certaines se positionnent à l'avant garde de la promotion du « capitalisme vert » comme le WWF qui s'affiche sur les murs de Copenhague au côté de multinationales comme Coca Cola, Lafarge, Sony ou Johnson and Johnson. Rien de tel du côté des mouvements sociaux qui exigent une action internationale concertée et immédiate pour enrayer les émissions de gaz à effet de serre mais pointent aussitôt les causes systémiques des dérèglements climatiques et le lien entre les luttes environnementales et la justice sociale. La déclaration du Klima forum a ainsi en ligne de mire « un système économique global non-durable construit sur un contrôle et un accès inégal aux ressources limitées que contient la planète et sur une distribution inégales des bénéfices que procure l'usage de ces ressources ». « Fondé sur l'appropriation des biens communs locaux, nationaux et planétaires par les élites locales et mondiales », il permet qu'une « élite mondiale privilégiée dirige une production irresponsable guidée par le profit et une consommation grossièrement excessive, pendant qu'une très large proportion de l'humanité est enlisée dans la pauvreté, n'étant pour partie pas en mesure de consommer suffisamment pour assurer sa survie ». Bref, c'est le capitalisme qui est en cause. Un ennemi nommé sans cesse dans les débats, par exemple, dans les interventions au nom de

la marche mondiale des femmes ou des indigènes du Minnesota lors de l'assemblée des mouvements sociaux.

Les mouvements connaissent leur ennemi, mais que veulent-ils ? Nouveaux ou anciens, plusieurs principes alternatifs sont avancés : la souveraineté alimentaire et énergétique ; l'agriculture écologique ; la propriété et le contrôle démocratique de l'économie ; une planification écologique décentralisée dans les zones rurales et urbaines ; une réorientation des systèmes publics de recherche et d'éducation vers les besoins des communautés et les questions environnementales ; la fin du militarisme et des guerres. A ces principes généraux répondent des revendications telles que l'abandon complet des énergies fossiles dans les 30 années qui viennent, le versement de compensations au titre de la dette climatique que les pays du Nord doivent rembourser aux pays du Sud, l'instauration d'une taxe carbone universelle et le refus des fausses solutions. Ces fausses solutions sont celles du « capitalisme vert » : d'une part, accroître la marchandisation en donnant un prix au carbone et aux forêts qui le captent afin de permettre aux mécanismes de marché de se saisir de l'allocation de cette ressource rare ; d'autre part, promouvoir des technologies dangereuses telles que le nucléaire, le stockage dans les sols du carbone ou encore la promotion de nouvelles plantes OGM pour réduire les émissions.

Avec ces principes alternatifs et ces revendications, le mouvement pour la justice climatique s'est constitué à Copenhague en tant que sujet antagonique vis-à-vis des institutions du capital : les grandes firmes multinationales, les gouvernements qui les épaulent, les ONG qui les légitiment. Ce moment constituant est un tournant qui permet l'inclusion pleine et transversale des questions environnementale dans la confrontation politique que porte les mouvements anti-systémiques. Mais loin d'épuiser les débats stratégiques, à commencer par la question du pouvoir, ce moment de convergence contribue au contraire à les renouveler en soulevant de nouvelles questions : les communs, la croissance et la place des alternatives décentralisées.

À l'occasion d'un débat organisé dans un chapiteau bondé d'activistes dans le quartier autogéré de Christiania, Michael Hardt a souligné les difficultés que posent la place centrale prise par la question des communs face aux dérèglements climatiques : comment dépasser la contradiction entre le slogan « We Want Everything for Everyone » qui reflète le caractère infini des désirs humains et le potentiel illimité de satisfaction que semble leur offrir le caractère infini de la créativité humaine et, d'un autre côté, un des slogans phares de Copenhague, « There is No Planet B », qui renvoie à la finitude des ressources naturelles comme l'eau, l'air, les forêts, la terre qui sont des biens communs qu'il nous faut préserver. Construire des propositions pour la gestion de ces communs hors de la logique capitaliste devient ainsi une urgence et renvoie en fait à deux types de communs : les communs non rivaux, comme la connaissance pour lesquels un accès illimité de chacun est source d'une plus grande richesse de tous et les communs rivaux comme les ressources naturelles pour lesquels au contraire une régulation de la rareté est nécessaire. Alors qu'aujourd'hui 80% des ressources sont consommés par 20% de la population mondiale, la seule issue pacifique pour affronter cette rareté est d'instituer une régulation basée sur la justice, c'est-à-dire un accès approximativement égal à l'échelle de la planète de chacun aux ressources fournies par les écosystèmes.

Un second débat d'ampleur oppose les partisans d'un « Green New Deal » à ceux de la Justice Climatique plaidant pour la décroissance. La question de la décroissance est depuis longtemps présente en France mais la confrontation entre, d'un côté, Friedder Otto Wolf – militant éco-socialiste et membre depuis 1982 des Verts en Allemagne – et, d'un autre côté, Tadzio Mueller – un des animateurs du réseau Climate Justice Action lié à la mouvance

autonome européenne – lui apporte un éclairage intéressant. L'idée d'un Green New Deal trouve son origine dans les débats éco-socialistes allemands du début des années 1990 et est, aujourd'hui, défendue dans une version de gauche par le Green New Deal Group en Grande Bretagne mais aussi par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Il s'agit d'une proposition politique visant à solutionner la combinaison des crises économiques, énergétiques et climatiques par un programme d'investissements à grande échelle dans les technologies vertes et les emplois verts. On peut considérer que cette logique se retrouve, dans la campagne syndicale contre le changement climatique en Grande Bretagne du Socialist Workers Party de Grande Bretagne qui exige la création d'un million d'emplois verts pour répondre à la crise. Une partie des mouvements cependant prônent non seulement la justice climatique, c'est-à-dire une redistribution massive des richesses et du pouvoir, mais également la décroissance, c'est-à-dire une réduction planifiée de l'économie car il s'agit du seul moyen sûr de réduire les destructions environnementales résultant des activités humaines. Cette défiance vis-à-vis de la croissance était partagée au sein du Klima forum par l'éco-socialiste du NPA Michaël Löwy qui défend la perspective d'une société dans laquelle le temps de travail serait fortement réduit. De manière plus surprenante, lors d'un panel avec des représentants de Partis de Gauche européens, le représentant de Die Linke a également donné la priorité à une logique de satisfaction des besoins dans le cadre d'une économie sans croissance du PIB.

Enfin, le troisième point de discussion concerne les alternatives concrètes. L'expérience cubaine a été débattue dans plusieurs sessions. En effet, la période spéciale qu'a connue l'île suite à la chute de l'Union soviétique a conduit à une réduction drastique de son approvisionnement en énergie, plaçant le pays face à l'impératif de mener cette transition énergétique qui doit aujourd'hui être menée à l'échelle planétaire. En particulier, l'arrêt des approvisionnements soviétiques en matériel agricole et en fertilisants dérivés des hydrocarbures a posé à l'île un gigantesque problème de sécurité alimentaire, l'obligeant à tourner le dos à une agriculture industrielle à grande échelle. Le développement des organoponicos – des jardins écologiques urbains – a été la principale réponse apportée, avec un relatif succès[1]. Elle constitue une des expériences discutées dans le mouvement en tant qu'alternative à la domination de l'agro-business et à une stricte division ville-campagne. De manière plus large, le mouvement des transition towns appelle les citoyens à se préparer dès maintenant aux réorganisations majeures qui vont intervenir en raison du changement climatique et de la raréfaction des pétrole avec l'atteinte du Peak Oil[2] Inspiré de la permaculture, le mouvement des transition towns permet d'initier une réflexion collective au niveau local pour définir des moyens de réduire drastiquement et de manière planifiée la dépendance quotidienne des communautés aux énergies fossiles. Les vertus pédagogiques et démonstratives de l'exercice permettent de questionner les modes de vies et les structures de pouvoirs économiques et politiques qui les organisent. Cette démarche court cependant le risque de sombrer dans un localisme dépolitisant si elle ne fait pas le lien avec le combat au niveau global. Conscient de ces limites, un groupe d'activistes a animé un atelier participatif dans le cadre du Klima forum de manière à confronter la question de la transition à six problèmes : les luttes politiques, l'extrême droite, le capitalisme, la démocratie directe, la récupération par les institutions ou les firmes et la solidarité. L'enjeu de la discussion était implicite mais clair : les transition towns avancent à juste titre que les communautés peuvent organiser les choses comme elles le souhaitent selon une éthique autogestionnaire du «faisons le nous-mêmes » ; mais cette perspective n'est réaliste que si le mouvement est préparé à s'affronter aux intérêts et aux logiques de domination attaché à l'État et au capitalisme[3]. Dans cette perspective, un point reste cependant aveugle : comment articuler la mise en oeuvre de solutions locales avec la coordination du processus de transition à un niveau macro, sans même évoquer

l'institutionnalisation à l'échelle planétaires de modalités d'allocation des ressources.

Communs, croissance, alternatives concrètes, le mouvement pour la justice climatique débat sur la manière d'organiser la transition vers une économie basse en carbone basée sur la justice sociale et un contrôle démocratique de l'économie. Face au mirage d'un « capitalisme vert » et aux menaces d'une intensification de la logique d'accumulation prédatrice du capital, les propositions et revendications des mouvements doivent être portées dans le champ politique. Mais la gauche radicale doit aussi intégrer les débats en cours dans son projet politique anticapitaliste et éco-socialiste. Ne pas laisser cette nouvelle incarnation du mouvement des mouvements orpheline d'un débouché politique lui permettra de remporter des victoires.

références

références

⇧**1** S. Koont, « A Cuban Success Story: Urban Agriculture », *Review of Radical Political Economics*, 40, 2008.

⇧**2** Pour la première fois l'agence internationale de l'énergie vient de reconnaître que si aucune découverte majeure de gisement n'intervient « la production conventionnelle de pétrole atteindra un maximum en 2020 si la demande croit à un rythme habituel » see « 2020 vision », *The Economist*, December12th 2009. Cette échéance est annoncé depuis longtemps par les écologistes et des géologues mais resté jusqu'à présent écarté des discours officiel de cette institution réputé proche des lobbies pétroliers.

⇧**3** Voir TRAPESE, *The Rocky Road to a Real Transition* [En ligne].